

La voix de l'opposition de gauche

Le 6 juin 2018

CAUSERIE ET INFOS

Sans blague, enfin il pleut, même la journée, quel bonheur ! On attendait, que dis-je, on espérait qu'il pleuve depuis novembre dernier, entre temps on avait eu un jour une heure de pluie, il y a 2 ou 3 mois. Bon, ils ont coupé le courant comme d'habitude, mais cela va revenir.

● [Causerie au format pdf \(pages\)](#)

Quand les barbares contre-attaquent.

- Avec «Made in viande», la barbaque contre-attaque - Liberation.fr 5 juin 2018

Amis viandards et autres amateurs de tartares, réjouissez-vous : depuis le 31 mai et jusqu'au 6 juin, les rencontres «Made in viande» mobilisent, partout en France, 1 200 professionnels (éleveurs, bouchers, acteurs de marchés aux bestiaux, d'ateliers de transformation et d'abattoirs), tous prêts à ouvrir leurs portes, partager leur passion et leur savoir-faire. Liberation.fr 5 juin 2018

Quelque part l'homme est plus que le plus grand prédateur de toutes les espèces vivantes et de tous les temps, il est inutilement cruel ou barbare. Quel besoin a-t-il de se gaver de barbaques, de cadavres ? Certainement pas biologique. Qui plus est des animaux élevés et supprimés dans des conditions atroces. On peut comprendre ceux qui en arrivent à la conclusion que l'homme est haïssable en tant que tel, même si ce n'est pas mon cas, je préfère préciser à l'attention de ceux qui sont animés de bonnes intentions à mon égard...

Je n'en mange pratiquement plus, moins de 50g par jour et je m'en porte mieux. J'en suis arrivé au point où à force de manger la cuisine indienne, hormis la cuisine gastronomique française qui est hors de portée, entendez dont les ingrédients (Vin, fromage, champignon, etc.) sont hors de prix en Inde, la cuisine française ne me procure plus aucun plaisir ou pire me dégoûte, genre assiette de charcuterie et steak frites ou oeufs au plat, dont je raffolais il y a peu encore. Je préfère encore une assiette de riz agrémentée d'un simple morceau de beurre avec une grosse pincée de poivre ou un mélange d'épices (Garam massala). C'est assez curieux.

Du riz, des galettes de blé (chapati) ou d'autres céréales ou légumineuses, agrémenté de divers currys de légumes, de lentilles, de crudités, font très bien l'affaire, c'est parfumé, délicieux, et à condition de se contenter d'une portion réduite de riz, on sort de table rassasié et léger. On peut varier à l'infini les currys et en plus c'est très économique quand on privilégie les légumes de saison.

Eh oui, comment s'alimenter est un truc auquel il faut aussi réfléchir !

Le sionisme a son vice-consul.

- Philippe célèbre la "vitalité" de la communauté juive "malgré les difficultés" - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre Edouard Philippe a célébré lundi soir à Paris le 210e anniversaire du Consistoire, faisant l'éloge de la "vitalité" et de la "détermination" de la première communauté juive d'Europe "malgré les difficultés" liées à l'antisémitisme.

Invité au gala de l'instance de représentation du culte juif, créée en 1808 par Napoléon, le chef du gouvernement a salué ses projets immobiliers, "qui témoignent de la vitalité, de la détermination aussi, de la communauté juive de France".

"Malgré les difficultés, malgré les évolutions de la démographie de la communauté juive, le Consistoire a fait le choix de ne pas fermer de lieux de culte. Et il fait mieux que cela: il les entretient, il les rénove, il les sécurise", a poursuivi Edouard Philippe lors d'un discours dans les salons de l'hôtel de ville de Paris.

L'Agence juive a estimé à 45.000 - un dixième de la communauté - le nombre de juifs de France ayant fait leur "aliyah", l'émigration vers Israël, en une décennie, même si un recul a été constaté ces deux dernières années. Ces chiffres ne prennent pas en compte les départs vers d'autres pays, comme le Canada ou les Etats-Unis.

Il a affirmé que l'Etat continuerait à "faciliter la réalisation" de l'ambitieux Centre européen du judaïsme (CEJ) que le Consistoire prévoit d'inaugurer fin 2018, après des travaux d'un montant d'environ 12 millions d'euros, dans un XVII^e arrondissement où la vie juive est en croissance. AFP 5 juin 2018

Cela représente qui ou quoi "la communauté juive de France", les personnes se réclamant du judaïsme ou les personnes prétendument d'origine sémite ? Elle ne peut pas représenter les personnes d'origine sémite, puisque la plupart ont une autre origine, elle représente donc les personnes auxquelles on a transmis autoritairement à la naissance la même religion, de manière à perpétuer artificiellement l'existence de cette communauté élevée au rang de peuple élu pour l'opposer à tous les autres peuples.

On feindra de s'étonner qu'on entende quotidiennement parler des droits décrétés légitimes de "la communauté juive de France" qui ne représente que 0,7% de la population, à laquelle il n'est attribué que des qualités, alors que les droits du reste de la population sont considérés illégitimes, tout en se voyant attribuée toutes les tares qu'on peut imaginer. Il voudrait alimenter l'antisémitisme qu'ils ne s'y prendraient pas autrement.

C'est à croire que ce serait le seul moyen d'assurer leur existence comme communauté, de manière à imposer leurs exigences ou qu'on leur accorde des privilèges, bien qu'elle ne représente qu'une infime minorité de la population. C'est d'ailleurs la seule communauté en occident qui bénéficie d'un tel traitement de faveur, au point qu'elle est omniprésente (ou surreprésentée) dans tous les rouages de l'Etat, de la politique, des médias et de l'économie, jusqu'à dicter le cours de l'évolution de la situation mondiale.

Le judaïsme, de par l'usage qui en est fait, fonctionne à l'instar du wahhabisme davantage comme une idéologique prédatrice ou barbare qui instrumentalise une religion à des fins politiques, donc économiques.

Quant à ceux qui décident d'émigrer en Israël, il n'y a pas lieu de s'en émouvoir outre mesure. Ils n'ont pas plus de conscience pour aller s'installer dans un pays en guerre depuis 70 ans et régi par l'apartheid ou un régime raciste, qu'ils soient acquis ou non au sionisme. C'est sans doute une des communautés qui a été le plus instrumentalisée et martyrisée au cours de l'histoire, donc il ne faut pas trop exiger de ses membres. Ce sont ses dirigeants ou ses représentants (la diaspora, les banquiers, etc.) qui ont toujours été ses pires ennemis, voyez par exemple les liens qui existent aujourd'hui entre le FN et des membres du directoire du Crif, pour ne pas remonter plus loin, leur compromission avec le régime nazi de Hitler... On constatera une fois de plus que le Premier ministre et les représentants sionistes du Consistoire prennent en otage tous les juifs en les assimilant à leur opération de propagande, alors qu'un certain nombre d'entre eux ne se reconnaissent ni dans le Crif ou dans ce Consistoire ni dans Israël.

Ce sont eux qui font des juifs des citoyens différents des autres et les désignent comme des boucs émissaires à ceux qui cherchent à se venger aveuglément des injustices qu'ils subissent, alors qu'avant tout, selon leur statut social ils appartiennent tous à différentes classes, le seul critère qui devrait être retenu pour déterminer comment se manifestent les besoins de chaque membre de la société, et essayer de comprendre leur comportement en fonction de l'interprétation qu'ils font de leur condition.

Cette tendance malade, quasi-obsessionnelle, hystérique, fanatique même, à attirer l'attention du peuple sur les juifs est tout bonnement criminelle. C'est la même logique qui consiste à mettre en avant les discriminations dont sont victimes certaines minorités ou communautés, afin de les alimenter tout en prétendant les combattre. Cela paraîtra si invraisemblable que la plupart des gens manquant de discernement tomberont dans le panneau, soit en s'apitoyant sur leur sort en louant le gouvernement français et israélien, soit exaspérés ils tomberont dans le travers inverse et deviendront racistes, homophobes, etc.

Sans conscience de classe, on peut perdre facilement la boussole...

En famille pour légitimer un régime colonial d'apartheid.

- Iran : Netanyahu et Macron campent sur leurs positions. - AFP 6 juin 2018

"La plus grande menace pour le monde aujourd'hui, ce sont les armes nucléaires aux mains d'un régime islamiste radical comme l'Iran", affirme le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, à l'issue d'un entretien à l'Élysée avec Emmanuel Macron mardi 5 juin.

Plusieurs centaines de personnes ont défilé Paris, Marseille, Lille et Lyon pour dénoncer la visite en France de Benjamin Netanyahu, à l'appel d'associations propalestiniennes qui le voient comme un "criminel de guerre".

"Israël assassin, Macron complice", "Droit au retour de tous les réfugiés", scandaient les manifestants. "Gaza se meurt", "Halte au massacre en Palestine", "Levée du blocus criminel de Gaza", pouvait-on lire sur les banderoles.

Mais les deux dirigeants ont aussi voulu mettre à profit la Saison culturelle croisée France-Israël qu'ils ont lancée mardi soir, à l'occasion des 70 ans de l'État d'Israël, pour montrer ce qui rassemble les deux pays, que M. Netanyahu qualifie "d'alliés naturels".

Cette saison va proposer 400 manifestations artistiques et scientifiques dans les deux pays jusqu'en novembre, dans une cinquantaine de villes en France et une vingtaine en Israël. "Ce sera la rencontre entre la startup nation et la frenchtech", a déclaré M. Macron dans un discours à l'occasion de ce lancement au Grand Palais, tout proche du palais présidentiel de l'Élysée. AFP 6 juin 2018

Faites tomber les masques. L'extrême droite : le bras armé (intérieur) de l'Otan.

Qui a dit ?

- " Nous entendons souligner avant tout l'appartenance convaincue de notre pays à l'Alliance atlantique, avec les États-Unis comme partenaire privilégié."

Réponse : Le président du Conseil italien Giuseppe Conte, mardi 5 juin, devant le Sénat. Atlantico.fr 5 juin 2018

En complément

- Derrière l'anniversaire de la République italienne par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Les dirigeants de la République italienne n'ont pas organisé de grand défilé militaire pour célébrer le 72ème anniversaire du régime. Ce n'était pas souhaitable, puisque l'Italie —en violation de sa Constitution— est discrètement engagée sur 20 théâtres d'opération dans le monde et ne cesse d'étendre ses missions au profit de l'Otan, c'est-à-dire des États-Unis. Réseau Voltaire 5 juin 2018

La ligue des justes-au-boutistes.

- La politique de Macron "juste" pour trois Français sur dix seulement (sondage) - AFP 6 juin 2018

Trois Français sur dix seulement considèrent que la politique menée par Emmanuel Macron et son gouvernement est "juste" et une majorité juge qu'ils ne font pas suffisamment pour les plus démunis, selon un sondage BVA diffusé mercredi. AFP 6 juin 2018

Compte tenu de l'abstention massive aux élections, il dispose donc d'une solide assise dans la population des privilégiés.

30% c'est près du double de son score électoral à la présidentielle, la différence s'explique sans doute parce qu'un grand nombre qui craignaient que leur situation allait se détériorer rapidement, constatent un an plus tard qu'elle est demeurée pratiquement inchangée, pour un peu ils seraient prêts à voter Macron la prochaine fois.

Je vais me répéter une fois encore. Voyez donc comment ont évolué les différents facteurs aux États-Unis au cours du XXe siècle, et vous comprendrez qu'il ne suffit pas qu'une masse importante de la population soit pauvre, que des pans entiers des classes moyennes s'appauvrissent pour que le régime soit menacé. Il suffit qu'ils se détournent de la politique, et qu'un quart ou un tiers soutiennent à chaque élection les partis de droite qui alternent au pouvoir, et le tour est joué, ils peuvent rester ainsi au pouvoir indéfiniment.

Certains parmi nous nient ce constat, ne les écoutez pas, ce sont des charlatans.

Salauds de pauvres ! Fabrication du consentement par les instituts de sondages au service de l'oligarchie.

- Sondage : les aides sociales n'incitent pas à la recherche d'emploi pour 55% des Français - Publicsenat.fr 4 juin 2018

Alors que le gouvernement entretient le flou sur ses intentions sur les aides sociales, une majorité de Français estime que ces dernières n'encouragent pas un retour des chômeurs à l'emploi, selon une enquête réalisée par OpinionWay pour Public Sénat, Les Échos et Radio Classique. Publicsenat.fr 4 juin 2018

Sinon il existe plusieurs solutions : les camps de travaux forcés, le bagne, le STO... à défaut de la guerre pour les exterminer en nombre suffisant, un vrai dilemme...

Les pauvres d'esprit ne sont pas forcément les plus pauvres. La preuve.

- Handicap, la déception Macron - Liberation.fr 6 juin 2018

Ce devait être un des sujets majeurs du quinquennat. Mais un an après et malgré les promesses, les associations déplorent des renoncements. Liberation.fr 6 juin 2018

A droite, mais un peu moins, non, un peu plus..

- Philippe trop à droite pour les Marcheurs de la première heure - LeParisien.fr 6 juin 2018

« C'était un peu cataclysmique, ça commence à gueuler », s'emporte un député LREM, en quittant, mardi matin, le sous-sol de l'Assemblée nationale où se tient chaque mardi, salle Victor-Hugo, la traditionnelle réunion de groupe.

« Il ne nous écoute pas, j'ai le sentiment qu'il est juste venu nous faire la leçon », embraye un autre. Il ? Édouard Philippe, le Premier ministre, qui a tenté de resserrer les rangs dans sa majorité. Surtout après les dissonances internes sur le glyphosate, dont l'interdiction d'ici 2021 n'a finalement pas été inscrite dans la future loi agriculture et alimentation.

Mais aussi ces interrogations croissantes, entendues chez certains Marcheurs, sur la politique gouvernementale qui serait « trop marquée à droite » et « pas assez dans le récit progressiste et macroniste ».

C'est qu'après le rejet du plan banlieue de Borloo, la polémique sur la baisse envisagée des aides sociales pour réduire les déficits, ou encore le boulet des 80 km/h, beaucoup craignent une coupure de plus en plus marquée avec les Français des classes moyennes et populaires.

« Macron a gagné sur une politique de centre gauche, et là on va de plus en plus vers la droite. Il faut un rééquilibrage », réclame un député marcheur, inquiet des « postures parfois dogmatiques » du Premier ministre.

Un début de rébellion ? Pas encore, même si, en coulisses, l'attitude d'Édouard Philippe commence à en agacer plus d'un. « Le paradoxe, c'est qu'on se retrouve avec une équipe, les juppéistes, qui a été battue à la primaire de la droite, mais qui tient les rênes de Matignon, et qui pratique le pouvoir comme si elle avait gagné l'élection. Ce n'est pas tout à fait le cas... », remarque un cadre LREM.

« L'autre jour, il est venu à une réunion du bureau exécutif d'En marche en disant avec nonchalance qu'il avait trouvé « vachement bien » un dépliant qu'il avait découvert récemment sur sa commode. Ce dépliant, c'était... le programme de Macron à la présidentielle. On en a conclu qu'il ne l'avait donc jamais lu avant », reproche un membre du bureau, qui rappelle au passage qu'il n'a jamais voulu prendre sa carte au parti.

Autant de griefs que rejette en bloc l'entourage du Premier ministre. « Parler de politique de droite ou de politique de gauche, c'est voir le monde avec des vieilles lunettes. Le gouvernement défend une politique équilibrée, il n'y a pas les tenants du libéré d'un côté, et les tenants du protégé de l'autre. C'est absurde », s'agace-t-on.

Il faudra en tout cas plus qu'une réunion de recadrage à l'Assemblée pour remettre tout le monde d'accord.

Qu'on les pendre !

- Super-riches : l'Insee à l'assaut des «premiers de cordée» - Liberation.fr 6 juin 2018

Dans un rapport publié mardi, l'Institut livre un focus inédit sur le 1 % des Français aux revenus les plus élevés. Portrait-robot de cette population choyée par Macron.

Qui sont les «premiers de cordée», si chers à Emmanuel Macron ? Combien gagnent-ils, où vivent-ils, combien paient-ils d'impôts ? Dans une étude rendue publique mardi soir, l'Insee dresse

le portrait-robot des Français les plus aisés, ces 1 % de foyers qui disposent des revenus les plus élevés. Un cercle fermé, âgé et urbain, au sein duquel existent de grandes disparités de richesse, détaille l'Institut national de la statistique et des études économiques, qui se base sur les déclarations fiscales récoltées par l'administration dans l'Hexagone, ainsi qu'en Martinique et à la Réunion. Ces contribuables aisés se distinguent du commun des mortels par la diversité de leurs ressources : revenus d'activités, mais aussi revenus du patrimoine, revenus issus d'activités libérales rémunératrices (médecins, avocats...), ou encore «revenus exceptionnels», comme les plus-values mobilières. Un petit 1 % de la population qui devrait faire partie des grands gagnants de la loi de finances 2018, qui prévoit une baisse de la fiscalité sur le capital via une flat tax.

En plus de s'intéresser à cette frange la plus aisée des contribuables, l'Insee rappelle, dans son étude, que les inégalités de niveau de vie sont restées stables en France depuis 2008, alors qu'elles ont augmenté dans de nombreux pays voisins : 14,2 % de la population française vivait en 2015 sous le seuil de pauvreté (un seuil fixé à 1 015 euros par mois), un des plus bas taux de pauvreté d'Europe. Les différences d'une catégorie professionnelle à l'autre restent cependant très fortes : on comptait en 2015 seulement 3 % de cadres pauvres, contre près de 25 % d'agriculteurs, la profession la plus touchée. Autre point marquant, le cas des familles monoparentales, de plus en plus frappées par la pauvreté : depuis 1996, le nombre de personnes pauvres vivant dans une famille avec une mère ou un père seul «a augmenté d'un million», selon l'Institut.

L'Insee souligne enfin l'augmentation des inégalités de patrimoine entre 1998 et 2015, des disparités qui ont toutefois commencé à reculer ces dernières années. Sur la période, le patrimoine immobilier et financier a doublé en moyenne pour l'ensemble des Français, mais a baissé pour les 20 % des moins dotés, relève le document. Le critère déterminant, selon l'Insee ? La détention d'une résidence principale : le patrimoine brut médian des ménages propriétaires était 20 fois plus élevé en 2015 que celui des ménages locataires. Nos «premiers de cordées», eux, battent tous les records : ils étaient à 89 % propriétaires de leur résidence principale en 2015. Radiographie en cinq chiffres de ces super-riches et de leur portefeuille.

89 % des ménages les plus aisés ont déclaré des revenus du patrimoine en 2015, selon l'Insee.

89% déclarent des revenus du patrimoine, contre 50% pour l'ensemble de la population. Si les placements financiers sont détenus par un grand nombre de ménages français (livret A, PEL...), ils sont généralement peu rémunérateurs. Les plus riches, eux, peuvent compter sur des revenus fonciers via la location d'un ou plusieurs biens immobiliers dont ils sont propriétaires, ou encore sur des dividendes quand ils ont un patrimoine financier conséquent. Au total, les 1% les plus aisés déclarent des revenus du patrimoine 35 fois plus élevés que les 90% les plus modestes (63 530 - contre 1 790 euros en 2015).

8 850 euros

C'est le montant minimum qu'une personne seule devait toucher par mois en 2015 pour faire partie des 1 % de «très hauts revenus» tels que définis par l'Insee. Un seuil fixé à environ 18 600 euros mensuels (avant impôts) pour un couple avec un enfant. En 2015, ce petit 1 % de la population gagnait en moyenne sept fois plus que l'ensemble des ménages. A noter que les 1 % les plus aisés connaissent de fortes inégalités entre eux, puisque l'éventail de leurs revenus varie de 106 210 euros par an par unité de consommation à près de 200 fois plus. Si les 1 % les plus aisés ont gagné en moyenne 177 000 euros en 2015, le centième d'entre eux (soit 0,01 % de la population) a engrangé environ 1,3 million d'euros. Les moins riches des plus riches (0,9 % de la population) ont, eux, dû se «contenter» d'environ 146 000 euros annuels.

59 ans

C'est l'âge moyen des personnes qui ont déclaré les revenus au sein des ménages les plus aisés en 2015 (contre 54 ans pour toute la population). Dans près de la moitié des cas, le déclarant avait plus de 60 ans, était le plus souvent en couple et sans enfant à charge. Côté catégorie socioprofessionnelle, les salariés vivant dans les ménages à très hauts revenus étaient cadres dans près de 60 % des cas et chefs d'entreprise dans près d'un cas sur 10. Les plus aisés sont surreprésentés dans les secteurs de la finance, de l'assurance et parmi les métiers juridiques. Ils sont aussi en grande majorité propriétaires de leur résidence principale (à 86 %) et habitent le plus souvent en Ile-de-France. La région parisienne héberge à elle seule deux tiers des 0,01 % les plus aisés. Et un peu moins de la moitié des plus riches vit à Paris.

30 %

C'est la part des revenus du patrimoine en France captés par les 1 % de ménages à plus hauts revenus. Car pour ceux qui gagnent le plus, la richesse ne se limite pas seulement à la feuille de paie : en plus de salaires élevés, «les ménages à très hauts revenus doivent leur situation à des revenus du patrimoine à la fois plus fréquents et plus importants» que le reste de la population, souligne le rapport de l'Institut, qui insiste sur l'existence d'une «forte corrélation entre le fait d'avoir un haut niveau de revenus et un patrimoine élevé». Ces revenus du patrimoine, qui prennent notamment la forme de revenus fonciers ou de revenus de placements financiers, représentent un quart des gains des plus fortunés. Cette part augmente à mesure que les revenus sont élevés (et grimpe à plus de 30 % pour les 0,1 % les plus aisés).

25 %

C'est la part de l'impôt sur le revenu acquittée par les 1 % des ménages les plus aisés. Grâce au barème progressif, les très hauts revenus contribuent en effet davantage que les autres aux prélèvements directs. En 2015, ceux qui touchaient le plus ont consacré en moyenne un cinquième de leurs ressources à l'impôt sur le revenu (contre à peine 6 % pour l'ensemble des contribuables). Là encore, derrière cette moyenne, les écarts sont très importants : pour 15 % des plus aisés, l'impôt payé est inférieur à 10 % de leur revenu, tandis qu'il est supérieur à 30 % pour 5 % des super riches. En raison de l'effet redistributif de l'impôt sur le revenu et des autres transferts fiscaux et sociaux, les très hauts revenus détiennent une part moins importante des revenus après prélèvements, note l'Insee : 5,3 % contre 6,8 % avant d'être taxés.

Et dire que certains voulaient nous faire croire que la France croulait sous la pauvreté. Des faussaires.

- Patrimoine : un ménage sur deux a plus de 158.000 euros - Boursier.com 5 juin 2018

158.000 euros. C'est la limite qui sépare les Français en deux groupes en matière de patrimoine brut. Autrement dit, selon la publication de l'Insee parue ce mardi (sur la base de chiffres de 2015), un ménage sur deux a plus de 158.000 euros de patrimoine hors dettes.

Des disparités évidentes

Dans le détail, il apparaît que la moitié la population la plus aisée (donc au-dessus de 158.000 euros de patrimoine) concentre 92% de la masse totale de patrimoine.

Les 10% de foyers les plus riches possèdent quant à eux 47% du patrimoine cumulé. L'insee précise que pour intégrer cette catégorie des ménages les mieux dotés, il faut avoir au minimum pour 595.700 euros d'actifs bruts.

Quant au centile de ménages du haut du panier (autrement dit les 1% les plus aisés), ils contrôlent 16% du patrimoine global des ménages.

A l'inverse, les 10% de foyers les plus pauvres ont au maximum 4.300 euros de patrimoine et concentrent moins de 0,1% de la richesse totale.

Des inégalités plus marquées depuis près de 20 ans

D'une manière générale, le patrimoine moyen a doublé depuis 1998. Mais la progression n'a pas été la même dans toutes les catégories. Pour les 10% de ménages les plus aisés, la progression a été de 113%. En revanche, les 10% de ménages les plus pauvres ont vu leur patrimoine moyen fondre de 31% sur la période.

L'insee note toutefois que la situation s'est légèrement améliorée depuis 2010. A cette date, le patrimoine moyen des 10% les plus riches était 38 fois plus élevé que le patrimoine moyen des 10% de foyers les plus pauvres. En 2015, ce coefficient est redescendu à 33.

L'immobilier en pointe

Depuis 1998, la valeur du patrimoine immobilier des Français a augmenté de 133%, essentiellement jusqu'en 2010. Ceci explique en grande partie le creusement des inégalités. De fait, l'immobilier est très présent dans le patrimoine des classes moyennes et des foyers aisés (entre deux tiers et trois quarts du total) alors que les 30% de foyers les plus pauvres n'ont quasiment pas d'immobilier.

Le patrimoine financier a quant à lui progressé de 75% depuis 1998. Si sa valeur a baissé chez les plus pauvres, elle a revanche augmenté de moitié autour de la médiane et doublé pour les 10% de foyers les mieux dotés.

Compte tenu de ces éléments, on peut enfin estimer que la part de l'immobilier dans les patrimoines est passée d'environ 52% à 60% entre 1998 et 2015. Boursier.com 5 juin 2018

CAP 22 : Comité action privée ou un ballon à faire exploser.

- Plan d'économies : un ballon d'essai à 30 milliards d'euros ? Liberation.fr 5 juin 2018

Dans le dur. Selon les Echos, le gouvernement va se voir proposer le 11 juin (date non confirmée par Matignon) un plan d'économies de 30 milliards d'euros. Ce chiffre devrait figurer dans le rapport du «Comité action publique 2022» (CAP 22). Ce groupe d'une trentaine d'experts du monde politique, économique et social a été mandaté par l'exécutif pour plancher notamment sur la réforme de l'Etat. Et le Premier ministre, Edouard Philippe, lui a donné «carte blanche» pour faire des propositions «sans totem ni tabou».

Plus précisément, Macron s'est donné l'objectif de baisser de quatre points la part de la dépense publique dans le PIB pour la ramener à 51% en 2022. Avec une croissance supérieure aux prévisions – et donc un PIB plus important – le montant des économies sur le quinquennat s'élèverait en fait à 100 milliards d'euros, chiffre calculé par le rapporteur général du budget à l'Assemblée, le député LREM des Hautes-Alpes Joël Giraud.

Tous ces objectifs de réduction mis en avant par les candidats à la présidentielle étaient exprimés en «tendanciel» : autrement dit, il ne s'agit pas d'une diminution nette des dépenses, mais d'une moindre augmentation par rapport à leur trajectoire «naturelle», à politiques constantes. Or, les 30 milliards d'euros d'économies que proposerait CAP 22 dans son rapport constitueraient «une baisse nette du montant total de la dépense publique», selon Les Echos. Présage d'un régime encore plus drastique pour les finances publiques.

Pour l'instant, Matignon se refuse à confirmer cette information. «Le moment où on annonce les chiffres, c'est le projet de loi de finances», tempore ainsi la cheffe de file des députés LREM à la commission des Finances, Amélie de Montchalin. Le mantra est le même depuis le début du quinquennat : «pas de robot» mais «des réformes pour dégager naturellement des économies» : telles étaient déjà les explications fournies l'an dernier par l'exécutif et sa majorité à l'Assemblée dans la préparation du budget 2018. Quinze milliards d'euros d'économies ont finalement été inscrits dans la loi de finances, dont sept pour le seul budget de l'Etat. Ministères les plus touchés : le Logement et le Travail. Les deux ont effectivement connu, depuis, leurs «réformes». Liberation.fr 5 juin 2018

Si ce sont les actionnaires qui l'exigent... c'est qu'ils ont forcément de bonnes raisons.

- Carrefour ferme 243 magasins - Business Insider FR5 juin 2018

Carrefour n'a pas trouvé de repreneur pour 243 magasins qui fermeront leurs portes dans les prochaines semaines.

Le nouveau PDG du groupe de distribution, Alexandre Bompard, arrivé en juillet 2017, avait annoncé ces fermetures fin janvier 2018 en présentant un plan de transformation du groupe qui prévoit une réduction de coûts de 2 milliards d'euros dès 2020.

Dans ce cadre, Carrefour avait annoncé qu'il allait supprimer 2400 emplois, passer cinq hypermarchés en location-gérance, réduire la surface de ses magasins et céder ou fermer 273 magasins Dia passés sous l'enseigne Carrefour. Les emplois de 2100 personnes sont concernés par ce changement de périmètre.

Carrefour avait racheté 800 magasins de l'enseigne Dia en France en 2014. Mais en raison notamment de problèmes de localisation la sauce n'a pas pris et les ex-magasins Dia ont perdu 150 millions d'euros en 2017.

Le quotidien régional Midi Libre s'était procuré un premier document confidentiel détaillant les emplacements de 269 magasins susceptibles de disparaître. Il vient de publier la liste des 243 magasins — communiquée lundi 4 juin aux syndicats lors d'un comité central d'entreprise — qui n'ont pas trouvé de repreneur. Business Insider FR5 juin 2018

Commentaires d'internautes.

1- "Lamentable !

A Fontenay, il ne restera que Monoprix : Hors de prix !"

2- "En regard de la population de la région où encore du taux de chômage de celle-ci, c'est bien la région des Hauts-de France (Nord-Pas-de-Calais et Picardie) qui est la plus touchée, et non Paris ou Marseille !"

3- "Je suis bien d'accord avec vous, j'avais remarqué, lamentable."

Après la disparition du petit commerce, la suppression des enseignes bons marchés que fréquentaient les plus pauvres ou ceux qui résistaient pour ne pas les rejoindre...

Ici en Inde, c'est différent. Les prix de 90% des marchandises sont fixes, identiques, quel que soit l'endroit où vous les achetez. En revanche, toutes les marchandises ne sont pas disponibles partout, certains commerces ne proposent que celles qui sont les plus chères, d'autres que celles de mauvaises qualités et parmi les moins chères. Il n'y a que la vente en vrac ou sans emballage,

les produits frais principalement où les prix fluctuent d'un jour à l'autre, d'un commerce à l'autre, il faut donc comparer les prix et la qualité avant d'acheter ses légumes par exemple.

L'unique supermarché de Pondichéry est clairement destiné aux classes moyennes. Je n'y vais que pour acheter des produits où les prix sont fixes et où on peut bénéficier d'une réduction. Quand je vais à Pondichéry cela me coûte aller-retour un demi-litre d'essence, soit 40 roupies environ, un demi-euro, donc je dois rentabiliser mon déplacement, j'achète tout par multiple d'un, et comme tous les produits proposés par multiple d'un sont accompagnés d'une réduction, cela me paie l'essence et j'arrive même à économiser plusieurs centaines de roupies sur un mois, surtout avec les cigarettes, 20% moins chères.

Médiocratie de la recherche. Non sans blague, ils ont fait une découverte !

- Manger moins pour vivre plus... longtemps - Le Point 06 juin 2018

Le Point - Selon deux nouvelles études, un régime alimentaire moins calorique augmente l'espérance de vie... dans des proportions spectaculaires.

LVOG - En voilà une mauvaise nouvelle pour les plus pauvres, eux au moins ils n'ont pas attendu qu'on leur dise pour le savoir ! Je parle des plus pauvres, les autres se goinfrent de saloperies hypercalorifiques qui les rendent obèses en regardant TF1...

Le Point - Manger moins pour vivre plus vieux et en meilleure santé ? Il s'agit seulement, pour l'instant, d'une piste de recherche, et non d'un précepte que chacun pourrait appliquer dans la vie de tous les jours. Mais deux nouvelles études rendent cette piste de plus en plus solide.

LVOG - Ah pour du solide, c'est du solide, à vous rendre constiper ! Là encore cela ne concerne pas les pauvres, puisqu'ils ont rien ou si peu à évacuer ! Et on se doute bien que ceux qui se goinfrent ne vont pas se mettre au régime (forcé) des pauvres. Ils ne manquent décidément pas de perspicacité ces chercheurs !

Le Point - La restriction calorique chronique consiste, dans son principe, à manger une ration alimentaire réduite mais équilibrée à partir de l'âge adulte et tout au long de son existence.

LVOG - Là encore, les pauvres ne seront pas concernés, parce que les aliments les plus équilibrés sur le plan nutritionnel sont généralement les plus chers. Et puis cette restriction alimentaire ne peut pas s'appliquer aux travailleurs manuels puisqu'elle leur coûterait une fortune. Ils se retrouveraient en état de sous-alimentation chronique, état qui concerne apparemment davantage le cerveau que l'estomac chez ces chercheurs.

Le Point - Deux études publiées au début de cette année abordent cette question. La première a été menée sur des primates par notre équipe du Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et du CNRS et publiée dans la revue Communications Biology. L'autre a été réalisée sur des humains par une équipe américaine dirigée par la biologiste Leanne Redman et publiée dans la revue Cell Metabolism. Ces travaux mettent en avant les effets bénéfiques de la restriction calorique sur la longévité et la santé.

Par :

Fabien Pifferi est chargé de recherche en nutrition et neurosciences, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Fabienne Aujard est biologiste, directrice de recherche spécialisée dans le vieillissement, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

Jeremy Terrien est enseignant-chercheur en physiologie animale, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) – Sorbonne Universités.

LVOG - Le dernier paragraphe de cet article n'était pas à piquer des vers, cela se mange et c'est bourré de protéines, je le dis au passage pour les plus pauvres, pas d'esprit voyons, vous m'avez compris.

Le Point - Comme l'application d'une restriction calorique chez l'humain semble difficile à concevoir de manière généralisée dans nos sociétés modernes, des études sont en cours pour identifier des molécules qui pourraient mimer certains bienfaits de la restriction calorique, sans avoir à modifier nos pratiques alimentaires.

LVOG - Il est vrai qu'une société aussi débile ou pourrie est forcément incompatible avec une telle prise de conscience, rendez-vous compte les hommes vivraient mieux, et puis imaginez un instant s'ils bouffaient moins, que deviendraient les trusts de l'agro-alimentaire et le lobby ogmiste pour lesquels ces chercheurs travaillent, car c'est bien ce qui est précisé ici, n'est-ce pas ? Non, en régime capitaliste la recherche n'a jamais eu pour mission de concourir à l'amélioration des conditions de vie de la plèbe.

ACTUALITE EN TITRES

D'une extrême droite à l'autre.

- Hollande défendra son bilan jeudi devant la Fondation Jean-Jaurès - AFP 6 juin 2018

Mimétisme.

- Municipales : LREM s'ouvre aux LR et PS... sous conditions - Publicsenat.fr 4 juin 2018

- Le PCF envisage une "large" liste de gauche aux européennes - Reuters 4 juin 2018

- Renouveau, communication... Le PCF à la recherche d'un nouveau style - Liberation.fr 4 juin 2018

...où quand l'oligarchie impose son style costard cravate et gueule de premier de la classe, les cheveux courts, bien dégarnis derrière les oreilles, l'air de préférence abruti qui en impose aux plus niais, aux plus serviles qui ont enfin trouvé un maître...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

- Mamoudou Gassama reçoit la plus haute distinction de la Ville de Paris - AFP 4 juin 2018

Ils osent tout

- La famille impériale se voit sur le trône, pour régler le "chaos" au Brésil - AFP 4 juin 2018

Pour Bertand d'Orléans-Bragance, descendant direct du dernier empereur du Brésil, le "chaos" qui secoue son pays n'a qu'une solution: le retour de sa famille au pouvoir. AFP 4 juin 2018

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand la crise générale du capitalisme se transforme en crise politique mondiale...

- En Jordanie, la contestation sociale fait tomber le Premier ministre - AFP 5 juin 2018

Le Premier ministre jordanien Hani Mulqi a été contraint à la démission lundi, après plusieurs jours d'une contestation populaire inédite depuis des années dans le royaume contre un projet de réforme fiscale et la hausse des prix. AFP 5 juin 2018

Ce n'est pas en France qu'un truc pareil arriverait. C'est étrange. Devinez pourquoi.

- Nouveau Premier ministre à Madagascar pour sortir de la crise - Reuters 4 juin 2018

Le président malgache a annoncé lundi qu'il avait choisi comme nouveau Premier ministre Christian Ntsay, qui était jusqu'ici représentant à Madagascar de l'Organisation internationale du travail (OIT). Reuters 4 juin 2018

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Venezuela

- L'OEA adopte une résolution visant à en exclure le Venezuela - Reuters 6 juin 2018

L'Organisation des Etats américains (OEA), composée de 34 membres, a adopté mardi une résolution pour débiter le processus d'exclusion du Venezuela de l'organisation, après la réélection contestée le mois dernier de Nicolas Maduro à la présidence vénézuélienne.

Au cours d'une assemblée générale organisée à Washington, où est basée l'OEA, 19 membres ont voté en faveur de la tenue d'une assemblée extraordinaire pour suspendre le Venezuela de l'organisation. Quatre membres ont voté contre et 11 se sont abstenus.

Les Etats-Unis et plusieurs pays sud-américains ne reconnaissent pas la réélection le 20 mai de Nicolas Maduro à la tête du Venezuela, considérant le scrutin comme une imposture visant à favoriser une dictature qui a dévasté une économie autrefois prospère.

"Je suis heureux que nous reconnaissions que la démocratie compte. Nous ne reconnaitrons pas les gouvernements illégitimes", a déclaré à l'assemblée après le vote le représentant américain auprès de l'OEA.

"C'est un grand jour pour l'OEA (...) Notre espoir est que cela apporte la paix au peuple vénézuélien", a ajouté Carlos Trujillo.

Le Venezuela rejette la décision de l'assemblée et empêchera les Etats-Unis de poursuivre leur "guerre économique" contre le gouvernement socialiste de Maduro, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Jorge Arreaza.

"Ceux qui ont soutenu (cette résolution) soutiennent la possibilité d'une intervention militaire au Venezuela. Vous aurez cela sur la conscience", a-t-il ajouté.

Nicolas Maduro a décrit l'OEA comme le pantin de la politique étrangère des Etats-Unis. Le gouvernement vénézuélien a annoncé l'année dernière qu'il débutait un processus de deux ans pour se retirer de l'organisation.

Les Etats-Unis souhaitent l'exclusion du Venezuela de l'OEA et une intensification des sanctions économiques contre le gouvernement de Maduro. Reuters 6 juin 2018

Libye

- La Libye selon l'Onu et la dure réalité par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 5 juin 2018

Malgré la bonne volonté de certains participants, la conférence de Paris pour la Libye n'a pas eu sur place les effets imaginés. Pour Thierry Meyssan, cela s'explique par le double langage de l'Otan et de l'Onu qui prétendent vouloir stabiliser le pays alors que leurs actions poursuivent le plan Cebrowski de destruction des structures étatiques. La mise en scène de Paris était imprégnée d'une profonde méconnaissance des particularités de la société libyenne.

Depuis l'anéantissement par l'Otan de la Jamahiriya arabe libyenne, en 2011, la situation en Libye s'est profondément détériorée : le PIB a été divisé par deux et des pans entiers de la population vivent dans la misère ; il est impossible de circuler dans le pays ; l'insécurité est générale. Au cours des dernières années, les deux tiers de la population se sont enfuis à l'étranger, au moins provisoirement.

Passant par pertes et profits l'illégalité de l'intervention de l'Otan, les Nations Unies tentent de re-stabiliser le pays.

Les tentatives de pacification

L'Onu est présente via la MANUL (Mission d'appui des Nations unies en Libye), qui est un organe exclusivement politique. Le véritable caractère de cette instance est apparu dès sa création. Son premier directeur, Ian Martin (ancien directeur d'Amnesty International), organisa le transfert de 1 500 jihadistes d'Al-Qaïda en qualité de « réfugiés » (sic) de la Libye vers la Turquie pour former la soi-disant « Armée syrienne libre ». Certes, aujourd'hui la MANUL est dirigée par Ghassan Salamé [1], mais elle dépend directement du directeur des Affaires politiques de l'Onu qui n'est autre que Jeffrey Feltman. Or, cet ancien assistant d'Hillary Clinton au département d'État US est un des maîtres d'œuvre du plan Cebrowski-Barnett pour la destruction des États et des sociétés du « Moyen-Orient élargi » [2]. C'est précisément lui qui supervisa d'un point de vue diplomatique les agressions contre la Libye et la Syrie [3].

L'Onu part de l'idée que le désordre actuel est la conséquence de la « guerre civile » de 2011 qui dressa le régime de Mouammar Kadhafi contre son opposition. Or, lors de l'intervention de l'Otan, cette opposition se limitait aux jihadistes d'al-Qaïda et à la tribu des Misrata. En tant qu'ancien membre du dernier gouvernement de la Jamahiriya arabe libyenne, je peux témoigner que l'initiative de l'Alliance atlantique ne répondait pas à un conflit libyen, mais à une stratégie régionale de longue haleine pour l'ensemble du Moyen-Orient élargi.

Lors des élections législatives de 2014, les islamistes qui avaient mené les combats au sol pour le compte de l'Otan, n'obtinrent que de faibles résultats. Ils décidèrent alors de ne pas reconnaître la « Chambre des représentants » (basée à Tobrouk) et de constituer leur propre assemblée (basée à Tripoli) qu'ils appellent désormais « Haut Conseil d'État ». Considérant que ces deux assemblées rivales pouvaient former un système bicaméral, Feltman plaça à égalité les deux

groupes. Des contacts entre eux eurent lieu aux Pays-Bas, puis les accords de Skhirat (Maroc) furent signés, mais sans l'assentiment des deux assemblées. Ces « accords » instituèrent un « gouvernement d'union nationale » (d'abord basé en Tunisie) désigné par l'Onu.

Pour préparer l'élaboration d'une nouvelle Constitution et d'élections présidentielle et législatives, la France, se substituant aux efforts des Pays-Bas et de l'Égypte, a organisé fin mai un sommet avec ceux que l'Onu présente comme les quatre principaux leaders du pays, en présence de représentants des principaux États impliqués sur le terrain. Cette initiative a été vivement critiquée en Italie [4]. Publiquement on a parlé politique, tandis que discrètement, on a dessiné les contours d'une Banque centrale libyenne unique qui effacera le vol des Fonds souverains libyens par l'Otan [5] et centralisera l'argent du pétrole. Quoi qu'il en soit, après la signature d'une déclaration commune [6] et les embrassades d'usage, la situation a brusquement empiré sur le terrain.

Le président français, Emmanuel Macron, agit en fonction de son expérience de banquier d'affaires : il a réuni les principaux leaders libyens choisis par l'Onu ; a examiné avec eux comment protéger leurs intérêts respectifs en vue de créer un gouvernement reconnu par tous ; a vérifié que les puissances étrangères ne saboteraient pas ce processus ; et a pensé que les Libyens applaudiraient cette solution. Or, il n'en est rien car la Libye est totalement différente des sociétés occidentales.

Il est évident que la France, qui avait été avec le Royaume-Uni le fer de lance de l'Otan contre la Libye, tente de récupérer les dividendes de son intervention militaire, dont elle a été privée par ses alliés anglo-saxons.

Pour comprendre ce qui se passe, il faut revenir en arrière et analyser la manière dont vivent les Libyens en fonction de leur expérience personnelle.

L'Histoire de la Libye

La Libye n'existe que depuis 67 ans. À la chute du fascisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale, cette colonie italienne fut occupée par les Britanniques (dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque) et par les Français (dans le Fezzan qu'ils divisèrent et rattachèrent administrativement à leurs colonies d'Algérie et de Tunisie).

Londres favorisa l'émergence d'une monarchie contrôlée depuis l'Arabie saoudite, la dynastie des Senoussis, qui régna sur le pays à partir de « l'indépendance », en 1951. De religion wahhabite, elle maintint le nouvel État dans un obscurantisme total, tout en favorisant les intérêts économiques et militaires anglo-saxons.

Elle fut renversée, en 1969, par un groupe d'officiers qui proclama la véritable indépendance et mit à la porte les Forces étrangères. Au plan politique intérieur, Mouammar Kadhafi rédigea, en 1975, un programme, le Livre vert, dans lequel il garantit à la population du désert de satisfaire ses principaux rêves. Par exemple, alors que chaque bédouin ambitionnait d'avoir sa propre tente et son chameau, il promit à chaque famille un appartement gratuit et une voiture. La Jamahiriya arabe libyenne offrit également l'eau [7], l'éducation et la santé gratuites [8]. Progressivement, la population nomade du désert se sédentarisa sur la côte, mais les liens de chaque famille avec sa tribu d'origine restèrent plus importants que les relations de voisinage. Des institutions nationales furent mises en place, inspirées des expériences des phalanstères des socialistes utopiques du XIX^{ème} siècle. Elles instaurèrent une démocratie directe tout en co-existant avec les anciennes structures tribales. Ainsi, les décisions importantes étaient d'abord présentées à l'Assemblée consultative des tribus avant d'être délibérées par le Congrès général du Peuple (Assemblée nationale). Au plan international, Kadhafi se voua à résoudre le conflit séculaire entre les Africains, arabes et noirs. Il mit fin à l'esclavage et utilisa une grande partie de l'argent du pétrole pour aider

au développement des pays sub-sahariens, notamment du Mali. Son activité réveilla les Occidentaux qui commencèrent alors des politiques d'aide au développement du continent.

Cependant, malgré les progrès accomplis, trente ans de Jamahiriya ne suffirent pas à transformer cette Arabie saoudite africaine en une société laïque moderne.

Le problème actuel

En écrasant ce régime et en faisant flotter à nouveau le drapeau des Sénussis, l'Otan a renvoyé le pays à ce qu'il était avant 1969 : un ensemble de tribus, vivant dans le désert, coupées du monde. En l'absence d'État, la population s'est repliée sur des structures tribales sans chef suprême. La Charia, le racisme et l'esclavage ont refait leur apparition. Dans ces conditions, il est inefficace de chercher à rétablir l'ordre par le haut. Il est au contraire indispensable de pacifier d'abord les relations entre tribus. Ce n'est qu'une fois cette opération achevée qu'il sera possible d'envisager des institutions démocratiques. Jusque-là la sécurité de chacun ne sera garantie que par son appartenance tribale. Pour survivre, les Libyens s'interdiront donc de penser de manière autonome et s'en référeront toujours à la position de leur groupe.

Le cas de la répression exercée par les habitants de Misrata contre ceux de Tawarga est exemplaire. Les Misratas sont les descendants des soldats turcs de l'armée ottomane, ceux de Tawarga descendent d'anciens esclaves noirs. En lien avec la Turquie, les Misratas ont participé au renversement de la Jamahiriya. Dès que le drapeau des Sénussis a été imposé, ils se sont déchainés avec une fureur raciste contre les noirs. Ils les ont accusés de toutes sortes de crimes et ont contraint 30 000 d'entre eux à fuir.

Il sera évidemment très difficile de faire émerger une personnalité, comparable à Mouammar Kadhafi, qui soit d'abord reconnue par les tribus, puis par le Peuple. Mais en réalité, ce n'est pas ce que cherche Jeffrey Feltman. Contrairement aux déclarations officielles sur une solution « inclusive », c'est-à-dire intégrant toutes les composantes de la société libyenne, Feltman a imposé, via les islamistes avec qui il avait collaboré au département d'État contre Kadhafi, une loi interdisant toute fonction publique aux personnes ayant servi le Guide. La Chambre des représentants a refusé d'appliquer ce texte, toujours en vigueur à Tripoli. Ce dispositif est comparable à celui de la débaasification que le même Feltman imposa à l'Iraq, lorsqu'il était un des dirigeants de l'« Autorité provisoire de la Coalition ». Dans les deux cas, ces lois privent ces pays de la majorité de leurs élites et poussent celles-ci à la violence ou à l'exil. On le voit bien, Feltman poursuit toujours les objectifs du plan Cebrowski tout en prétendant travailler pour la paix.

Contrairement aux apparences, le problème de la Libye n'est pas la rivalité entre des leaders, mais l'absence de pacification entre tribus et l'exclusion des Kadhafistes. La solution ne peut être négociée entre les quatre leaders réunis à Paris, mais uniquement au sein et autour de la Chambre des représentants de Tobrouk dont l'autorité couvre désormais 80 % du territoire.
Réseau Voltaire 5 juin 2018

Notes.

[1] Ghassan Salamé est un homme politique libanais et universitaire français. Il est le père de la journaliste française Léa Salamé et de la directrice de la Fondation Boghossian de Belgique, Louma Salamé. Il a travaillé avec Jeffrey Feltman en Irak, mais pas au Liban.

[2] « Le projet militaire des États-Unis pour le monde », par Thierry Meyssan, Haïti Liberté (Haïti) , Réseau Voltaire, 22 août 2017.

[3] « L'Allemagne et l'Onu contre la Syrie », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie) , Réseau Voltaire, 28 janvier 2016.

[4] En 2011, le président du Conseil Silvio Berlusconi s'insurgea contre l'intervention de l'Otan. Il fut rappelé à l'ordre atlantiste par son propre Parlement.

[5] « La rapine du siècle : l'assaut des volontaires sur les fonds souverains libyens », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto (Italie) , Réseau Voltaire, 22 avril 2011.

[6] « Déclaration politique sur la Libye », Réseau Voltaire, 29 mai 2018.

[7] À partir de 1991, la Libye construit la « Grande rivière artificielle ». Il s'agit d'un vaste réseau d'exploitation des nappes aquifères du Bassin de Nubie, situées à grande profondeur. Ce gigantesque système est sans équivalent dans le monde.

[8] En l'absence d'hôpitaux assez nombreux, les opérations étaient souvent effectuées à l'étranger aux frais de l'État.

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Maroc

- Au Maroc, un boycott de l'eau contre l'oligarchie et la vie chère - liberation.fr 5 juin 2018

Depuis fin avril, l'eau Sidi ali, le lait Centrale Danone et les stations-service Afriquia sont boudés par près de 42 % des Marocains pour leurs prix excessifs. Une mobilisation inédite qui a pris de court les élites.

Selon une enquête réalisée le 22 mai pour le quotidien marocain l'Economiste, 42 % de la population applique ce boycott, principalement les jeunes, les femmes et la classe moyenne.

«Cette mobilisation anonyme n'a ni stratégie ni revendication précises, mis à part la volonté de s'opposer aux prix chers. Si on ne sait pas qui en est l'initiateur, on connaît ses deux principales cibles : des personnalités de l'establishment, proches du palais royal», analyse le sociologue Abderrahmane Rachik, spécialiste des mouvements de protestation au Maroc. D'abord, Aziz Akhannouch, propriétaire de la société de distribution de carburant Afriquia, est aussi ministre de l'Agriculture, milliardaire et proche du roi. Ensuite, Miriem Bensalah-Chaqroun, à la tête des Eaux minérales d'Oulmès, distributeur de Sidi ali, est l'ancienne présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc, l'équivalent du Medef en France. «La campagne de boycott est l'expression d'un ras-le-bol généralisé qui s'inscrit dans la suite des protestations du Rif, de Zagora et de Jerada [trois régions qui ont connu des mouvements sociaux ces derniers mois, ndlr]», estime le député du Parti socialiste unifié Omar Balafrej, qui soutient le boycott.

«Des professionnels de la protestation, anonymes, ont lancé cette mobilisation qui a été suivie d'abord par des sympathisants puis par des jeunes mécontents», explique Abderrahmane Rachik. Au Maroc, le taux d'emploi est de 42 %, et un tiers des jeunes n'ont ni travail ni formation, selon le Haut Commissariat au plan, organisme de statistiques officielles. «Boycotter et se mobiliser sur les réseaux sociaux ne demande ni autorisation, ni argent, ni compétences. Depuis 2013, protester dans la rue est devenu risqué, face à un gouvernement qui empêche toute manifestation sans autorisation préalable», continue le sociologue.

Centrale Danone, la marque la plus affectée par le boycott, s'attend à un «repli de 20 % de son chiffre d'affaires» et une perte de 13,5 millions d'euros au premier semestre. Sa collecte de lait dans le réseau marocain a déjà été réduite de 30 %.

Face à cette campagne difficile à cerner, les élites politiques et économiques du royaume sont désarmées. Cinq jours après le début du boycott, Mohamed Boussaïd, ministre de l'Économie, a qualifié les boycotteurs d'«étourdis». Au même moment, le directeur achats chez Centrale Danone, Adil Benkirane, les désignait comme des «traîtres à la nation». Des propos qui ont galvanisé les protestataires. «Les politiques ont cru que le boycott serait éphémère mais il a pris beaucoup d'ampleur», observe Abderrahmane Rachik. Le chef du gouvernement, Saâdeddine el-Othmani, lui, a demandé à tourner la page du boycott.

L'ampleur inattendue de l'opération fait craindre aux autorités la réaction des investisseurs étrangers. «Le gouvernement est déterminé à entreprendre des initiatives visant à améliorer le pouvoir d'achat des citoyens et à agir avec fermeté en matière de contrôle du marché», a annoncé le gouvernement dans un communiqué publié le 1er juin. Une commission sera créée pour examiner l'évolution des prix et proposer des solutions allégeant la pression sur le pouvoir d'achat des ménages. Une réponse insuffisante pour Omar Balafrej, membre de l'opposition qui demande à remettre sur pied le Conseil de la concurrence, une institution au point mort.

«Le boycott est en train de se retourner contre le gouvernement El-Othmani, dont le prédécesseur avait appliqué la libéralisation des prix et la fin de la caisse de compensation pour les produits de nécessité», avertit Abderrahmane Rachik. En conséquence, les opérateurs des hydrocarbures, dont Afrikaia, ont doublé leurs marges, selon un rapport parlementaire présenté le 15 mai. «Maintenant, nous attendons un mea culpa des sociétés et qu'elles remboursent les 17 milliards de dirhams [1,5 milliard d'euros] gagnés de façon abusive», revendique Omar Balafrej, qui espère que le succès du boycott redonne «confiance aux citoyens». En attendant, les épiciers affichent fièrement des marques concurrentes dans leurs rayons. liberation.fr 5 juin 2018

Portugal

- Importante grève ferroviaire au Portugal - euronews 4 juin 2018

Très forte mobilisation pour le mouvement de grève dans les transports ferroviaires qui a eu lieu ce lundi au Portugal. Selon le syndicat des employés du secteur, 90% des trains de fret et de passagers n'ont pas circulé. A Lisbonne, aucun train n'a quitté le quai de toute la journée.

Les agents ferroviaires protestent contre un projet national de n'avoir qu'un opérateur supplémentaire par train, contre deux minimum actuellement. Ces derniers mois, ce sont les cheminots qui se sont mobilisés, pour des revendications salariales. euronews 4 juin 2018

Brésil

- Brésil: plus d'un demi-million d'homicides en dix ans - AFP 5 juin 2018

Plus d'un demi-million de personnes sont mortes par homicide entre 2006 à 2016 au Brésil, soit six tués par heure, des chiffres qui font du plus grand pays d'Amérique latine l'un des plus violents au monde, selon un rapport publié mardi. AFP 5 juin 2018